


Articles de presse

IFFCO tend la main aux écologistes



Photo, Le Courrier Sud

Publié le 25 Mars 2013

Audrey Leblanc 

Des représentants d'IFFCO Canada ont rencontré les médias, lundi avant-midi, dans le but de présenter leur projet d'une future usine d'urée dans le Parc industriel et portuaire de Bécancour.

Sujets : [Norsk Hydro](#) , [Boulevard Bécancour](#)

Parmi les quelques changements apportés au projet depuis le dernier passage de l'entreprise dans la région, on note celui de l'utilisation de l'électricité dans le processus de production de l'engrais afin de réduire l'émission de gaz à effet de serre.

«En utilisant l'électricité, on réduit de 10 à 15 % notre utilisation de gaz naturel dans le processus de création de cet engrais azoté, explique Hélène Laplante, vice-présidente aux communications et responsable de la responsabilité sociale pour IFFCO Canada. De ce fait, on réduit nos émissions de gaz à effet de serre, en plus de se servir d'une ressource naturelle abondante dans la région.»

Rappelons que l'objectif de la coopérative est de produire annuellement 1,3 à 1,6 million de tonnes métriques d'urée, soit 3 500 à 4 000 tonnes métriques par jour. L'usine sera bâtie sur le site autrefois utilisé par la compagnie Norsk Hydro.

Si tout se déroule comme prévu, la construction des installations devrait débuter en 2014 afin que la mise en exploitation de l'usine puisse se faire dès 2017. Durant la période allouée à la construction des bâtiments, ce sont entre 1 000 et 1 500 emplois qui seront créés. Par la suite, on parle de 250 emplois permanents.

Consultation publique

Par ailleurs, les citoyens sont invités à prendre part à une séance de consultation publique, ce mercredi 27 mars dès 19h, à la salle de l'Âge d'Or de Sainte-Angèle, située au 12 600 du boulevard Bécancour.

«Depuis quelques jours, on rencontre des citoyens et des regroupements environnementaux afin de recueillir l'opinion des gens du milieu, indique Mme Laplante. On se sert ensuite de ce qui nous est dit pour améliorer notre projet. L'objectif est vraiment de travailler avec eux et non pas de remettre notre projet en question.»


Mentionnons que cette phase de consultation est menée dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social pour la construction d'une usine d'engrais dans le Parc industriel et portuaire de Bécancour. Lors de la séance prévue mercredi soir, les résultats de cette même étude seront présentés aux personnes présentes.

La parole aux citoyens



Photo, Le Courrier Sud

Publié le 27 Mars 2013

Audrey Leblanc 

Consultation publique sur le projet d'une usine d'urée à Bécancour

Ce sont une centaine de Bécancouois qui ont pris part ce soir à la consultation publique concernant le projet d'une usine d'urée dans le Parc industriel et portuaire de Bécancour.

Sujets : [IFFCO Canada](#) , [SNC-Lavalin](#) , [Bécancour](#) , [Le Courrier Sud](#)

Réunis à la salle de l'Âge d'Or de Sainte-Angèle, des représentants de la coopérative IFFCO Canada, de même que des représentants de la compagnie SNC-Lavalin Inc., sont venus présenter les plus récents résultats de l'étude d'impacts actuellement en cours.

Parmi les données dévoilées, la production d'urée, engrais azoté, affectera les milieux humides environnants et les espèces qui y habitent. «On parle d'une perte sur 0,3 hectare et des perturbations sur 1,4 hectare», explique Lina Lachapelle de SNC-Lavalin Inc., division Environnement.

Afin de pallier à cet inconvénient, IFFCO Canada entend effectuer les travaux de construction de l'usine en dehors des périodes d'accouplement, en plus de limiter le rejet de matières en suspension dans l'eau.

La qualité de l'air sera également affectée, notamment par l'émission de gaz à effet de serre, d'ammoniac et de poussières. «Comme mesures d'atténuation, on va se doter d'un épurateur à l'acide pour réduire les émissions d'ammoniac et on va installer des dépoussiéreurs à tous les points de transfert et de manutention», réplique Mme Lachapelle.

Pour ce qui est du gaz à effet de serre, la solution envisagée par la coopérative est l'utilisation de l'électricité au lieu du gaz naturel lors du processus de combustion menant à la fabrication d'urée. Tel que le rapportait Le Courrier Sud cette semaine, ce changement permettrait de réduire d'environ 15% les émissions de gaz à effet de serre prévues par l'entreprise.

Rappelons qu'au cours des derniers jours, des membres d'IFFCO Canada ont rencontré les divers regroupements écologistes de la région afin d'entendre leurs inquiétudes et leurs questions.

«De règle générale, on est les bienvenues, pour autant qu'on ne nuise pas à l'environnement et qu'on respecte les lois en vigueur, explique Hélène Laplante, responsable aux communications et à la responsabilité sociale pour IFFCO Canada. Les retombées socioéconomiques pour la région, l'impact des gaz à effet de serre et la qualité de l'eau sont aussi au cœur des préoccupations.»

Mentionnons que cette étude environnementale a été commandée conjointement avec le lancement du projet, en juillet 2012. «Essentiellement, c'est de voir comment on va adapter notre projet aux spécificités de la région, mentionne Mme Laplante. Il faut s'assurer que le projet soit bien intégré dans la communauté.»

Les gaz à effet de serre inquiètent

À la fin de la présentation, les citoyens ont été invités à poser leurs questions. L'une des principales préoccupations manifestées est l'émission des gaz à effet de serre. Plus d'un citoyen a pris la parole pour exprimer aux experts leurs inquiétudes face à cette problématique.

À cela, les représentants d'IFFCO Canada se sont montrés rassurants, indiquant aux gens qu'ils prenaient déjà des mesures dans le but de minimiser les impacts, telles que le remplacement d'une portion du gaz naturel utilisé par de l'électricité.

Une défenderesse de l'agriculture biologique

À son tour de prendre la parole, une agricultrice de la région a défendu les bienfaits de l'agriculture biologique en soutenant que les engrais chimiques ne sont pas nécessaires à la production agroalimentaire.

«Il y a un besoin pour doubler la production alimentaire à travers le pays et c'est à ce besoin-là qu'on veut répondre, a répondu le vice-président au développement des affaires pour IFFCO Canada, Simon Pillarella. On n'est pas contre l'agriculture biologique, mais cette pratique-là n'est pas suffisante pour répondre au besoin mondial.»

Une réponse qui n'a visiblement pas plu à la femme qui a par la suite accusé les représentants de la coopérative de ne rien connaître à l'agriculture et à la réalité des agriculteurs.

«Il faut savoir écouter la nature, a-t-elle répliqué. Ce n'est pas une question d'appliquer les techniques que vous nous vendez, c'est d'être attentif à la nature. On n'a pas besoin d'engrais chimiques. Mais vous n'êtes pas agriculteurs et vous n'en savez rien.»

La question des emplois a aussi été abordée. Il a été demandé aux membres de la coopérative de créer un comité local pour gérer l'embauche de personnes de la région.

Publié le 25 mars 2013 à 11h23 | Mis à jour le 26 mars 2013 à 07h55

IFFCO prépare le terrain... de l'acceptation sociale



Dans l'ordre habituel, on retrouve Hélène Laplante, vice-présidente Communication et responsabilité sociale, Simon Pillarella, vice-président Développement des affaires, Steve Psutka, premier vice-président technique, et Yvan Martin, responsable des communications régionales.
Photo: Stéphane Lessard



Marc Rochette

Le Nouvelliste (Bécancour) Conscients des préoccupations environnementales que soulève le projet d'une usine d'engrais à Bécancour, les représentants d'IFFCO Canada ont voulu se faire rassurants lors d'une rencontre avec la presse régionale.

Et c'est mercredi soir qu'aura lieu une consultation publique sur le sujet alors que les promoteurs doivent composer à la fois avec un cadre réglementaire et une dynamique de marché.

Selon le vice-président Développement des affaires, Simon Pillarella, le principal risque de non faisabilité du projet de 1,2 milliard de dollars, «c'est le temps», compte

tenu qu'il existe différents projets du même ordre en cours de réalisation.

Le début de la construction de l'usine de production d'urée est envisagé pour l'an prochain et sa mise en exploitation doit avoir lieu en 2017, ce qui ferait passer le Québec d'importateur à exportateur.

Outre le millier d'emplois temporaires rattachés à sa mise en chantier, quelque 250 personnes devraient y travailler en permanence.

«On travaille d'arrache-pied pour le réaliser», a-t-il soutenu, en réponse à une question sur le cas de Rio Tinto Fer et Titane qui a finalement renoncé à s'installer dans le parc industriel, et ce, en pleine étude de pré faisabilité.

En ce sens, la création d'un comité interministériel devrait permettre d'accélérer le processus de réalisation. «On n'est pas à un stade critique, on n'a pas le contrôle de ce qui se passe sur le marché, mais on est confiant», poursuit M. Pillarella, son équipe se disant «très supportée par le gouvernement et la région».

Outre l'enjeu concurrentiel, il y a toute la question environnementale qui interpelle IFFCO Canada. Et à la suite d'une vingtaine de rencontres qu'on a voulu discrètes, il fut déterminé de privilégier un site désaffecté et restauré, soit celui de l'ancienne usine Norsk Hydro, et d'avoir moins recours au gaz naturel au profit de l'électricité. Une substitution qui, une fois «expliquée», demeure somme toute marginale.

D'ailleurs, dans son langage corporatif, l'entreprise s'engage à maximiser l'usage de l'hydroélectricité «jusqu'aux limites qu'imposent la technologie et la viabilité économique». Ce qui n'empêche pas la vice-présidente

Communication et responsabilité sociale, Hélène Laplante, de parler d'un objectif qui pourrait classer l'usine parmi les plus performantes au monde en termes d'efficacité énergétique et d'empreinte carbone.

Pour ceux qui craignent de voir IFFCO Canada provoquer le développement du gaz de schiste, M. Pillarella a indiqué que l'entreprise a choisi Bécancour tout en sachant qu'il y avait un moratoire.

«On n'est pas lié au gaz de schiste, on est consommateur de gaz, point final», a-t-il fait savoir.

Et en réaction au Parti vert qui parle d'un projet écologiquement insensé, M. Pillarella juge plutôt irréaliste de nourrir la population à partir uniquement d'une agriculture biologique. «L'urée, ça ne va pas disparaître du jour au lendemain», a-t-il confié peu avant une rencontre justement avec les groupes écologistes.

Dès le début du projet, «on a commencé des discussions avec la communauté locale», a expliqué Mme Laplante. Et si l'idée d'une usine d'engrais a été bien accueillie, surtout dans une région agricole, les intervenants rencontrés ont fait part de leurs préoccupations par rapport à la qualité de vie des citoyens voisins, la gestion des risques, les gaz à effet de serre et l'eau.

«On fait tout pour que ça devienne un modèle dans l'industrie», a-t-elle avancé tout en soulignant les valeurs de coopération et de responsabilité sociale d'IFFCO Canada qui se traduisent par des engagements fermes en santé -sécurité et en environnement.

Et depuis le 4 mars, un responsable des communications régionales a été embauché, Yvan Martin, pour faire le lien entre la communauté et l'entreprise.

La séance de consultation publique menée dans le cadre de l'Étude d'impact environnemental et social aura lieu mercredi soir, 19 h, à la salle de l'Âge d'or située au 12 600, boulevard Bécancour, à Bécancour.

Publié le 28 mars 2013 à 06h57 | Mis à jour le 28 mars 2013 à 06h57

IFFCO se frotte aux verts



La salle de l'Âge d'or du secteur Sainte-Angèle était sur le point d'être trop petite quand la réunion a débuté, tellement les gens auront répondu en grand nombre à l'invitation corporative.

Photo: Stéphane Lessard



Plusieurs personnes se sont succédé au micro, dont Richard Perron, de CEPESA Chimie Bécancour, qui a traité la question de l'emploi, juste avant Claudie Schneider, agricultrice biologique.

Photo: Stéphane Lessard



Dans l'ordre habituel, on retrouve Lina Lachapelle, de SNC Lavalin Environnement, et Steve Psutka, d'IFFCO.

Photo: Stéphane Lessard



Marc Rochette

Le Nouvelliste (Bécancour) «Pourquoi une grosse entreprise comme IFFCO? Pourquoi choisir cette région-ci et pas un pays sous-développé? Pourquoi ne pas penser à quelque chose de plus biologique? On peut vraiment se passer de l'urée.»

Cette sortie émotive d'une agricultrice biologique, Claudie Schneider, est venue marquer la soirée de consultation publique organisée mercredi soir par les promoteurs d'une usine d'engrais à Bécancour.

La salle de l'Âge d'or du secteur Sainte-Angèle était d'ailleurs sur le point d'être trop petite quand la réunion a débuté, tellement les gens auront répondu en grand nombre à l'invitation corporative.

IFFCO Canada envisage d'implanter une usine de production d'urée à Bécancour d'ici 2017.

L'investissement de 1,2 milliard de dollars devrait générer des dépenses d'exploitation de 270 millions de dollars annuellement. Outre le millier d'emplois temporaires rattachés à sa mise en chantier, quelque 250 personnes devraient y travailler en permanence.

«On n'est pas contre l'agriculture biologique, mais on ne vient pas créer un besoin puisque la demande des fertilisants est en hausse et il y a une pression sur la productivité des terres agricoles alors que la production alimentaire devra doubler d'ici 2050», lui a répondu le vice-président, Développement des affaires, Simon Pillarella.

D'entrée de jeu, la question du gaz de schiste a fait surface chez le public. «Ce n'est pas ça qui nous a attiré au Québec, c'est le parc, et le moratoire, on le respecte», a fait savoir l'équipe de dirigeants qui, comme tout consommateur, n'a pas le contrôle sur la source d'approvisionnement en gaz naturel.

En plus de s'attarder aux 650 000 tonnes de CO₂ qui sera émis annuellement par la future usine, un environnementaliste a questionné l'embauche par IFFCO de Simon Pillarella qui, jusqu'au début de l'année, était encore à Investissement Québec. «Simon était notre contact, il était familier avec notre projet et on avait besoin de quelqu'un qui puisse parler français», a justifié le premier vice-président technique, Steve Psutka.

Si le développeur René Bérubé voulait mesurer les retombées d'une telle usine pour une région, Richard Perron, de CEPESA Chimie Bécancour, a voulu savoir la stratégie d'embauche d'IFFCO. Et les anciens travailleurs de Gentilly-2 pourraient bien intéresser le nouvel employeur pour leur expérience «dans des procédés hautement techniques et une automatisation de haut niveau».

Dans leur présentation, les promoteurs ont rappelé cette décision d'adapter le procédé industriel afin de réduire la consommation de gaz naturel et le substituer par l'électricité, ce qui représente une diminution de 15 % des émissions de gaz à effet de serre.

«L'impact est de très faible à faible sur la majorité des composantes», a soutenu Lina Lachapelle, de SNC Lavalin Environnement.

Devant les médias, lundi, M. Pillarella avait indiqué que le principal risque de non faisabilité du projet, «c'est le temps», compte tenu qu'il existe différents projets du même ordre en cours de réalisation.

En ce sens, la création d'un comité interministériel devrait permettre d'accélérer le processus de réalisation. «On n'est pas à un stade critique, on n'a pas le contrôle de ce qui se passe sur le marché, mais on est confiant», avait-il confié, son équipe se disant «très supportée par le gouvernement et la région».

Outre l'enjeu concurrentiel, il y a toute la question environnementale qui interpelle IFFCO Canada. Et à la suite d'une vingtaine de rencontres qu'on a voulu discrètes, il fut déterminé de privilégier un site désaffecté et restauré, soit celui de l'ancienne usine Norsk Hydro, et d'avoir moins recours au gaz naturel au profit de l'électricité.

D'ailleurs, l'entreprise s'engage à maximiser l'usage de l'hydroélectricité «jusqu'aux limites qu'imposent la technologie et la viabilité économique». La vice-présidente Communication et responsabilité sociale, Hélène Laplante, parle d'un objectif qui pourrait classer l'usine parmi les plus performantes au monde en termes d'efficacité énergétique et d'empreinte carbone.

Dès le début du projet, «on a commencé des discussions avec la communauté locale», avait fait savoir Mme Laplante. Et si l'idée d'une usine d'engrais a été bien accueillie, surtout dans une région agricole, les intervenants rencontrés avaient déjà fait part de leurs préoccupations par rapport à la qualité de vie des citoyens voisins, la gestion des risques, les gaz à effet de serre et l'eau.

«On fait tout pour que ça devienne un modèle dans l'industrie», a-t-elle avancé tout en soulignant les valeurs de coopération et de responsabilité sociale d'IFFCO Canada qui se traduisent par des engagements fermes en santé -sécurité et en environnement. Et depuis le 4 mars, un responsable des communications régionales a été embauché, Yvan Martin, pour faire le lien entre la communauté et l'entreprise.

Opinions

POUR NOUS ÉCRIRE : PAR LA POSTE : Le Nouvelliste, C.P.668, Trois-Rivières G9A 5J6 > PAR COURRIEL : opinions@lenouvelliste.qc.ca

L'usine d'engrais



Ginette Gagnon

ginette.gagnon@lenouvelliste.qc.ca

Tant le gouvernement que l'industrie agricole québécoise applaudissent l'arrivée d'une usine d'engrais dans le parc industriel de Bécancour. Une usine qui pourrait prendre son envol dès l'an prochain et entrer en production en 2017.

On l'a vu, mercredi soir, la soirée de consultation autour du projet a attiré beaucoup de monde. Depuis quelques années, les citoyens sont davantage préoccupés des questions environnementales et veulent à bon droit être bien informés. On ne va certainement pas le leur reprocher. N'eût été de la vigilance populaire, le gouvernement Charest aurait précipité le Québec dans l'exploitation des gaz de schiste qui font aujourd'hui l'objet d'un quasi-moratoire.

Bref, la coopérative IFFCO a tenté, mercredi soir, de répondre aux inquiétudes. Elle n'aura évidemment pas réussi à rassurer tout le monde. Surtout pas ceux qui plaident pour l'agriculture biologique. La réalité, cependant, c'est que l'industrie agricole mondiale comme québécoise carbure aux engrais. Faute d'en produire lui-même, le Québec les a toujours importés. Il pourra dorénavant en produire et même en importer lui-même. Si on veut parler d'agriculture bio, il faut plutôt faire le débat auprès des agriculteurs et des législateurs. Pas des fabricants d'engrais. Si IFFCO renonçait à s'établir à Bécancour, elle irait ailleurs et les agriculteurs québécois continueraient tout autant à recourir aux engrais.

La Coop fédérée a décidé de s'associer à IFFCO et distribuera une grosse partie de la production dans son réseau. Le gouvernement québécois est lui aussi emballé par les perspectives du projet et Investissement Québec y est même allé d'une subvention de 5 millions \$ pour la réalisation de l'étude de préfaisabilité. Jusqu'à la ministre déléguée à la politique industrielle, Elaine Zakaïb, qui s'est rendue en Inde pour visiter les installations de l'entreprise et qui semble tout à fait rassurée par ce qu'elle y a vu. Bref, on peut dire qu'en haut lieu le préjugé est hautement favorable.

On parle d'un investissement de 1,2 milliard \$ appelé à créer quelque 250 emplois. Et on sait que Québec veut attirer le plus vite possible des projets du genre pour dynamiser l'économie, particulièrement dans la région. D'ailleurs, au dernier budget Marceau, on a même prévu que les gros projets d'investissements de plus de 300 millions \$ pourraient être accessibles à un congé fiscal de 10 ans. Cela explique certainement en partie l'intérêt d'IFFCO pour le Québec et Bécancour.

Evidemment, on parle ici d'une usine de produits chimiques qui va émettre des gaz à effet de serre. Les activités industrielles émettent forcément des gaz à effet de serre. On ne peut pas tourner le dos non plus au développement industriel et vivre comme des Amish. Le défi, c'est de l'harmoniser aux impératifs environnementaux et sociaux. Est-ce que IFFCO rencontre ces préoccupations? Chose certaine, dans la mesure où l'entreprise en fera la démonstration nécessaire, qu'elle obtiendra tous les permis requis, qu'elle répondra aux exigences et surtout qu'elle obtiendra le feu vert du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, on ne voit pas pourquoi il faudrait démonter le projet.



OPINIONS DES LECTEURS

La vraie menace écologique

Si IFFCO Canada se sent menacée avec son projet d'usine d'urée, c'est bien parce qu'elle sait que son projet va à l'encontre du courant vert que nous pouvons observer à la grandeur de la planète. Se sentir menacée c'est avoir peur pour son intégrité, son identité ou sa sécurité. La plus grande menace que le mouvement écologique peut faire à IFFCO, c'est de menacer l'intégrité de son modèle d'affaires. Ce dernier est très simple: produire un engrais chimique à partir d'une ressource naturelle non renouvelable pour soutenir une agriculture industrielle. En d'autres mots, c'est de nourrir la population avec du gaz naturel...

Pourquoi soutenir un modèle d'agriculture qui est dépendant des énergies fossiles? Pourquoi

faire tout ce procédé industriel à forte émission de GES quand la nature le fait sans aucun GES et tout à fait gratuitement? Parce que ce modèle agricole répond aux besoins des marchés financiers; il existe pour faire de l'argent et non pas pour nourrir la population. L'argument de dire que tout cela sera nécessaire pour nourrir les neuf milliards d'êtres humains dans le futur est tout à fait caduc. Le vrai argument qui devrait être utilisé de la part d'IFFCO est le suivant: l'agriculture industrielle sera nécessaire si nous voulons nourrir neuf milliards d'êtres humains de la même façon que la population dite «occidentale» et pour maintenir un système monétaire mondial. Et que ferons-nous quand nous n'aurons plus de gaz naturel et que le système monétaire tel que nous le connaissons n'existera plus? Désolé, on ne peut rien faire pour vous. Débrouillez-vous!

Donc, la plus grande menace

pour ce projet ce n'est pas les groupes écologistes, mais bien la nature... Car elle ne sera plus en mesure de supporter la pression que nous exerçons sur elle par notre constant besoin que nous avons de lui soustraire ses ressources.

J'aimerais lancer un défi très simple pour IFFCO Canada: trouver une façon de générer des engrais azotés d'une source d'énergie renouvelable ou par un procédé naturel (qui reproduit ce que la nature fait naturellement). Indice: les légumineuses le font à partir de l'énergie du soleil... Lorsque vous aurez trouvé la solution, je vais être le premier à vous applaudir. Et je suis convaincu que toute la population de Bécancour et de ses environs sera fière d'accueillir la première usine d'engrais naturels azotés au monde!

Dominique Bouchard
Saint-Paulin

LETTRES ET COURRIELS

Belle relève

Pour célébrer ses 20 ans, le Théâtre des gens de la place nous a offert tout un cadeau. La soirée de la relève est une idée géniale.

Nous avons été transportés dans divers univers. Dans chaque mise en scène il y avait beaucoup de créativité et d'imagination.

Un très bon choix de comédiens dans tous les cas. Bravo à tous. Vous avez grandement relevé ce défi. Nous avons eu une très belle soirée de théâtre. Nous avons été privilégiés puisqu'il n'y a eu qu'une seule représentation. Merci et bravo.

Aline Morissette
Trois-Rivières

VOUS VOULEZ ÉCRIRE À LA TRIBUNE DES LECTEURS ?

Les lecteurs sont invités à partager leur opinion sur des sujets d'actualité. Les lettres doivent être clairement identifiées du nom complet, de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur. Des renseignements qui demeurent confidentiels. Nous ne donnons pas suite aux lettres anonymes ou incorrectement identifiées. N'apparaîtront dans le journal que le nom complet et la municipalité de l'auteur. Le Nouvelliste se réserve le droit d'abréger et de refuser des lettres.

Le Nouvelliste

Président et éditeur **Alain Turcotte**
Rédacteur en chef **Stéphane Frappier**
Directeur de l'information **Stéphane Ratelle**

VENTES ET MARKETING
Directeur principal **Yves Neault**
Directeurs **Martin Laviolette** et **Miroille Cossette**

PRODUCTION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
Directeur principal **Raymond Pitre**
Responsable de la production **Jacques Grenier**

ABONNEMENT ET TIRAGE
Directeur principal **Patrick Glasson**

ADMINISTRATION ET FINANCES
Directeur **Stéphane Côté**
Constitueuse **Marie-Claude Leduc**

IMPRESSION
Transcontinental Transmag
Directeur **Pierre Deslogchamps**

Fondé le 30 octobre 1920

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com | 1-877-634-4444 | 1-877-634-4444

ACTUALITÉS ARGENT

IFFCO à Bécancour

Plus d'électricité, moins de gaz naturel

L'Écho de
Trois-Rivières



Par Guillaume Jacob

Publié le: Mardi 26 mars 2013 09:12:40 HAE

Mise à jour: Mardi 26 mars 2013 10:00:14 HAE



Guillaume Jacob/L'Écho de Trois-Rivières

Hélène Laplante, V-P Communication et responsabilité sociale d'IFFCO Canada, Simon Pillerella, V-P Développement des affaires, Steve Psutka, V-P Technique, et Yvan Martin, Responsable des communications régionales.

TROIS-RIVIÈRES - La future usine d'urée que l'entreprise IFFCO compte construire à Bécancour devrait miser sur l'électricité pour diminuer sa consommation de gaz naturel.

La coopérative indienne adaptera plusieurs des équipements du procédé de fabrication afin qu'ils soient activés par l'électricité plutôt que par le gaz, comme c'est le cas dans les autres usines du genre à travers le monde.

« Nous utiliserons l'hydroélectricité québécoise et diminuerons ainsi nos émissions de carbone », souligne Hélène Laplante, vice-présidente Communication et responsabilité sociale d'IFFCO Canada.

La fabrication d'urée, utilisée principalement comme engrais, nécessite beaucoup de gaz naturel. En plus de source d'énergie pour les équipements, le gaz est l'une des matières premières qui entrent dans la fabrication de cet engrais.

L'utilisation de l'électricité comme source d'énergie de remplacement pour une partie des équipements permettra à l'usine de réduire de 10 à 15 % les émissions de gaz à effet de serre, prévoit Steve Psutka, vice-président Technique.

En vertu des quantités d'électricité consommées, l'usine pourra se qualifier pour les tarifs préférentiels d'Hydro-Québec pour les industries énergivores. Ces adaptations d'équipement nécessiteront davantage d'investissements au départ, mais permettront de sauver sur les frais d'exploitation à long terme.

L'entreprise voit ce projet comme une occasion à saisir pour rehausser les standards de cette industrie. « On veut que ce projet devienne un modèle », indique Mme Laplante.

Étude environnementale

Le projet d'usine d'IFFCO en est toujours au stade d'évaluation environnementale.

Certaines craintes ont déjà été soulevées voulant que les grands besoins en gaz naturel de l'usine puissent militer pour l'exploitation des gaz de schiste dans la Vallée-du-Saint-Laurent.

Il n'y a aucun lien entre le projet et l'exploitation du gaz de schiste au Québec, a voulu préciser Simon Pillarella, Vice-président Développement des affaires. « Le gaz est acheminé à Bécancour par des oléoducs et provient d'ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Les dirigeants de l'entreprise ont décidé d'implanter une usine ici en sachant très bien qu'il n'y avait pas d'exploitation de gaz au Québec. »

Les grandes lignes du projet :

- Le parc industriel de Bécancour a été choisi parmi 40 autres sites en Amérique du Nord.

- L'usine nécessitera 1,2 milliard \$ d'investissements et emploiera 250 personnes.

Commentaires des lecteurs »

Si vous possédez déjà un compte sur ce journal, connectez-vous pour ajouter vos commentaires.

En ajoutant un commentaire sur le site, vous acceptez nos termes et conditions et nos nétiquettes.

- L'urée produite à Bécancour permettra d'alimenter le marché québécois (400 000 tonnes par année), qui repose uniquement sur l'importation pour l'instant.
- Les frais d'exploitation de l'usine avoisineront les 270 M\$ par année.

Poster un nouveau commentaire

S'identifier

La mise à jour en temps réel est **mis en pause**. (Reprendre)

Afficher 0 commentaires

Trier par: les plus récents d'abord

M [S'abonner par email](#) S [RSS](#)